

Situation des Sans-Papiers.

Monsieur le maire, messieurs et mesdames les conseillers

Vous n'êtes pas sans savoir que les 7 plaies d'Égypte s'abattent depuis quelques temps sur les sans-papiers de France (je tiens ici à préciser qu'un sans-papiers n'est pas un clandestin, c'est plus souvent quelqu'un à qui on a refusé un renouvellement ou qui, étant rentré légalement en France, attend depuis fort longtemps une régularisation qui lui est systématiquement refusée)

Or, aujourd'hui, les choses deviennent plus que préoccupantes.

En effet, plusieurs points alertent notre vigilance:

Tout d'abord, le collectif de travailleurs sans-papiers de Gironde qui, ayant déposé 33 dossiers de régularisation par le travail en préfecture voici plusieurs mois n'a obtenu que très peu d'attention de ladite préfecture malgré le soutien de 60 élus de Gironde (toutes tendances confondues) et la solidité de dossiers présentant tous des travailleurs installés en France depuis plusieurs années, payant français et payant des impôts. Or, il y a ici un problème d'égalité de traitement sur le territoire français si l'on regarde ce qui se passe en région parisienne où ce type de dossier est traité plus favorablement et cela est anticonstitutionnel.

D'autre part, au 31 mars plus de 40 familles sans-papiers devraient être mises à la rue par les différents services qui les hébergeaient jusqu'à présent (DASS, CADA...) (ce n'est qu'une estimation sur la CUB).

Troisième point, un syndicaliste sans-papiers a été arrêté à Bordeaux à l'issue de la manifestation de jeudi et risque l'expulsion.

Et pour couronner le tout, lors d'une enquête préliminaire concernant un mariage mixte, vos services ont semble-t-il fait du zèle en transmettant au procureur de la République une lettre anonyme dénonçant une possibilité de mariage blanc alors que des dizaines de témoignages signés affirment le contraire.

Monsieur le Maire, messieurs et mesdames les conseillers, pensez-vous en votre âme et conscience que l'on puisse aller beaucoup plus loin sur ce chemin sans s'éloigner de manière fort alarmante des principes fondateurs de notre République?

Je vous demande donc de faire ce qui est en votre pouvoir pour faire la lumière sur l'affaire qui concerne directement la mairie de Bordeaux, mais aussi pour peser sur les décisions prises dans d'autres instances dont certains d'entre vous font aussi partie de manière à ce que la France reste un état de droit où l'on continue à défendre nos valeurs fondatrices: "Liberté, Égalité, Fraternité".

Natalie VICTOR-RETALI (conseillère municipale groupe Communiste)